

Press kit
expediente de prensa
Pressemateriale
dossier de presse
Aprete equipamento
PRESSEINFORMASJON
Pressespiegel
Dpecc kum
shlypi kit
Комплект публікацый
Hatiçete kit
basin kiti
Aperte equipamento
Aperte equipamento
HATIÇETE KIT
basin kiti
schjenale di stampa
プレスキット
Pressespiegel
shlypi kit
expediente de prensa
PRESSEINFORMASJON
Press kit
DOSSIER DE PRESSE
Dpecc kum
Pressemateriale

10 décembre 2013

Budget 2014 de l'Université de Strasbourg : un budget réaliste

Petit-déjeuner presse, Mardi 10 décembre 2013

Contact presse

Service de la
communication

Tél. : +33 (0)3 68 85 14 36
www.unistra.fr



10 décembre 2013

Sommaire

Invitation presse

Budget 2014 de l'Université de Strasbourg : un budget réaliste

Les chiffres clés de l'Université de Strasbourg

Le projet Alisée

10 décembre 2013

Invitation presse

Alain Beretz, président de l'Université de Strasbourg, et

Jean-Yves Pabst, vice président en charge des finances et du numérique de l'Université de Strasbourg

vous invitent au petit-déjeuner presse du :

Mardi 10 décembre 2013

de 8h30 à 9h30

au Nouveau Patio - salle 3.22 (3e étage)

20a rue René Descartes - Strasbourg

Le budget 2014 de l'Université de Strasbourg, 3e employeur du Bas-Rhin, sera présenté au Conseil d'administration du 17 décembre prochain. Ce dernier a fait l'objet d'un long processus de travail et de concertation avec les facultés.

L'équipe présidentielle souhaite vous rencontrer pour vous sensibiliser sur le cycle budgétaire de l'université, échanger avec vous sur les éléments de contexte national et local du budget. Vous seront également présentées les mesures déjà prises et la stratégie adoptée pour préserver les missions de l'Université de Strasbourg dans un environnement économique dégradé.

Nous espérons pouvoir vous compter parmi nous pour vous apporter tous les éléments d'information permettant à vos lecteurs de mieux comprendre ces éléments relativement complexes pour le citoyen.

10 décembre 2013

Budget 2014 de l'Université de Strasbourg : un budget réaliste

1/ Le budget actuel, les ressources ne sont pas à la hauteur des besoins et l'ensemble des acteurs de l'université s'accorde sur ce point de vue.

Le Conseil d'administration (CA) a voté à l'unanimité une motion en octobre. Nous y demandons un investissement plus fort dans l'enseignement supérieur. Investir dans l'université, c'est investir dans l'avenir, nous formons les jeunes de demain, nous formons aux métiers de demain, et il y a une nécessité absolue d'investir dans la recherche fondamentale. La spécificité d'une université de recherche doit aussi mieux être prise en compte.

2/ Comment préparons-nous notre budget ? : dans la concertation

Le budget d'une université, c'est complexe, différents temps sont à prendre en compte.

Le cycle et les grandes étapes : une construction collective

Les orientations budgétaires en juin / sur la base de grandes données et d'éléments de contexte

Le dialogue de gestion : en juin pour les composantes, en septembre pour les services centraux, courant de l'automne pour les unités de recherche. On y discute les besoins et les propositions des composantes et services sur la base des orientations, votées en CA.

Le budget de niveau 1 et de niveau 2 : en octobre. Le CA vote les ressources conservées au niveau central de l'université, subventions pour charges de service public, droits d'inscription pour les diplômes nationaux, etc., qui sont ensuite ventilées et attribuées aux grands secteurs de l'université, formation (donc aux composantes), recherche, pilotage (donc aux services centraux).

Le budget primitif : il sera présenté le 17 décembre. Il présente les ressources et dépenses par grandes masses, fonctionnement, dépenses de personnels, et en investissement. Il comprend en sus des crédits alloués lors de l'étape précédente les remontées des composantes et services, notamment les ressources propres des entités, par exemple les droits des Diplômes d'universités (DU) et de la formation continue, des contrats de recherche, etc.

Le compte financier : en mars de l'année suivante. C'est la réalité de la consommation du budget de l'année précédente. Le compte financier fait l'objet d'une validation par les commissaires aux comptes et d'une approbation par le Conseil d'administration.

Il y a aussi les décisions budgétaires modificatives : elles permettent de rectifier des données en fonction des évolutions de recettes et dépenses en cours d'année.

Les chiffres communiqués lors de la préparation budgétaire sont les chiffres à une étape donnée, en octobre dernier, il est donc inexact de les utiliser pour pointer de soi-disantes insuffisances, car il ne s'agit pas du budget primitif qui sera présenté lui le 17 décembre. Ainsi il ne tient pas



10 décembre 2013

compte des ressources des diplômés d'université (autofinancés), de la formation continue, ou encore de recettes issues de la recherche.

D'autre part, un budget, c'est un processus en mouvement et un aller-retour avec notre tutelle, le ministère de l'enseignement supérieur et la recherche. Par exemple sur la prise en compte des frais de structures pour les contrats de recherche (ce qu'on appelle les frais environnés). Ex : dans les laboratoires, sur un projet de recherche, nous demandons un ratio de contribution pour tout ce qui permet le fonctionnement quotidien permettant la mise en place du contrat de recherche –le téléphone, les locaux, le chauffage, la documentation, etc... :

3/ Le contexte national est tendu

Nous sommes en période de crise économique et les institutions publiques sont soumises à rude épreuve.

Malgré ce contexte, nous gardons le cap de la formation et de la recherche, pour tous. Nous ne fermons aucune formation, nous ne fermons aucun laboratoire ; cela ne dispense pas de s'interroger sur des complémentarités possibles. Nous sommes convaincus qu'il est possible de combiner critères économiques et qualité, y compris dans l'intérêt de nos usagers premiers : les étudiants.

4/ Notre gestion est saine et rigoureuse

Nos comptes sont sains. Notre trésorerie est actuellement de 98 millions (et le versement d'un mois de salaire équivaut environ à 27 millions d'euros) Elle n'a été, à aucun moment, déficitaire (sauf au moment de la fusion, ce qui s'expliquait par des reports de 2008 à 2009).

Nous subissons régulièrement des contrôles, probablement plus que la plupart des autres services publics :

- les comptes sont certifiés par les commissaires aux comptes, ce sont des experts indépendants.
- le rectorat : notre tutelle locale, assure le contrôle de nos finances
- 6 visites d'inspection générale depuis septembre, pour venir voir à Strasbourg ce qui était fait, c'est donc que tout s'y passe bien

Depuis 2012, nous travaillons à la reconstitution de notre fonds de roulement (le fonds de roulement au 31 décembre 2012 était de 34,8 millions)

5/ L'exécutif de l'université de Strasbourg, l'équipe présidentielle est une équipe responsable.

Elle travaille et continuera de travailler dans cet esprit. Affronter les difficultés sans les masquer trouver des solutions, mettre en place des réformes quand cela nous apparaît nécessaire, impulser des changements, travailler pour l'avenir. A aucun moment nous n'engageons des projets, si nous savons que cela n'est pas finançable.

Dans ce cadre, l'université de Strasbourg insiste sur le fait que même si le contexte est difficile, **elle ne souhaite pas que l'autonomie des universités soit remise en question.** Nous connaissons le terrain, nous pouvons opérer des choix responsables, nous voulons être jugés sur nos actes, nos projets.



10 décembre 2013

Nous sommes viscéralement convaincus que l'autonomie permet la responsabilisation, la responsabilité, la mise en mouvement.

Nous voulons être responsables et audacieux. C'est cette audace qui nous a fait gagner les projets Idex. C'est cette responsabilité qui nous permet d'améliorer nos processus internes. Notre comité d'audit interne (3 personnalités extérieures) a fait environ 140 recommandations et 75 % ont été mises en place (ex : suivi de la masse salariale / pôle CICF / service facturier). Ce sont des efforts au quotidien pour mieux analyser et prévoir.

Quelques éléments de précisions sur des chiffres qui nous ont été opposés :

- **29%** de baisse du soutien aux enseignements. Rappelons que la formation à l'université, c'est d'abord et avant tout la masse salariale ; ce chiffre de 29% donne une vision inappropriée. Ce pourcentage correspond à une baisse de 250 000 € de l'enveloppe "soutien à l'enseignement", et plus spécifiquement d'une baisse de la sous enveloppe " Appels d'offres formation". Toutefois, ce montant est très largement compensé (3 fois) par des crédits délégués aux composantes via le levier formation de l'Idex (650 K€ en 2014), .Il convient aussi de rappeler que les "crédits Investissements d'avenir" - levier formation s'élèvent à 5 millions d'euros.
- **+ 1,56%** : pilotage. Que faut-il entendre par pilotage ? Il s'agit d'un soutien à des actions transversales. Le montant dont on parle représente 250 000 euros, attribuable au projet transversal Alisée pour lequel le montant de dépenses prévu en 2014 passe de 800 000 euros à 550 000 euros. Ce montant est connu depuis la passation du marché public de 2011; il n'est donc pas une surprise car il correspond à l'état d'avancement du projet. Il est conforme aux prévisions. On peut donc se réjouir de l'avancement du projet au service direct des étudiants.
- **- 3,9%** : Dotations aux composantes
Cette diminution de 3,9% = 294 000 €
Elle correspond à l'annulation d'une dotation exceptionnelle pour l'ESPE attribuée en 2013 suite au changement d'allocation des moyens de l'entité et à des dépenses plus à la charge d'une composante, et donc à un retrait de dotation.
- **-2%** : Soutien Recherche
Cette diminution est liée à la baisse des recettes finançant les contrats doctoraux et les dotations des membres IUF.

6/ Les solutions pour demain :

Arrêter Alisée ? C'est hypothéquer les besoins pour l'avenir. Oui, nous affirmons que nous avons besoin de changer d'outils. A l'heure du numérique, de la dématérialisation, et du service, continuer à avoir 40 applicatifs différents, ce n'est pas responsable. Les bénéfices, se verront facilement à long terme. Le montant du marché avec l'éditeur-intégrateur n'a pas été augmenté d'un centime d'euros depuis le début du projet. Les abondements de budget permettent de donner des conditions décentes de travail à l'équipe projet, à équiper des salles formation qui serviront également aux autres formations des



10 décembre 2013

personnels, et à renforcer nos équipes afin de limiter la pression qui pèse sur eux du fait du projet.

Arrêter l'Idex ? Réorienter vers du fonctionnement, là encore c'est hypothéquer l'avenir, nos besoins en innovation. Et puis, ce n'est tout simplement pas possible car cela ne correspond pas aux cahiers des charges de l'Idex. Mais rappelons que grâce à la volonté dès l'origine de l'équipe de présidence, l'Idex est géré totalement à l'intérieur de l'université, ce qui permet de coordonner les financements Idex avec les grandes priorités de l'université.

Nos solutions pour demain :

- desserrer l'étau si les finances nationales repartent : nous sommes responsables.
- travailler sur l'orientation, la formation, la recherche : c'est un travail global et général. Avec le contrat de site, il est engagé.
- engager des réformes structurelles : optimiser tout ce qui peut l'être, responsabiliser tous les acteurs de l'université.

Quelques rappels chiffrés

L'université, c'est 44 000 étudiants, 4700 personnels permanents –Biatss (Personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens, de service et de santé) et enseignants-chercheurs (4943 professionnels intervenants extérieurs),

37 facultés, instituts, écoles, 78 laboratoires

3 prix Nobel en activité,

3^e employeur du Bas-Rhin,

650 000 m² de bâtiments.

L'Université de Strasbourg est membre fondateur de la Ligue européenne des universités de recherche (Leru).

Elle fait partie d'Eucor, l'Université du Rhin supérieur, qui regroupe les universités de Fribourg, Bâle, Karlsruhe et Haute-Alsace, soit 111 500 étudiants

Quelques grands agrégats budgétaires :

Le budget : 482 millions

337 millions en masse salariale

120 millions de fonctionnement général dont

10 millions en fluides (chauffage, eau, électricité...)

5 millions de maintenance de bâtiment

Le fonds de roulement : 34,8 millions au 30 dec. 2012.

(Attention : les chiffres sont arrondis)

10 décembre 2013

Présentation Alisee

ALISEE pour améliorer le service aux étudiants

L'Application logicielle pour l'information et le suivi des étudiants et des enseignements (*Alisée*) est le futur outil de gestion de la scolarité. Pourquoi un nouvel outil ? : pour améliorer le service aux utilisateurs, en tout premier lieu au 44 000 étudiants. Il remplacera à partir de 2015 l'outil actuel *Apogée* et d'autres applications (*Profetes*, *ARIA*, *PStages*,) et apportera de nouvelles fonctions non disponibles aujourd'hui.

Alisée est une solution intégrée pour la gestion de la formation et du suivi des étudiants, au service de l'ensemble des acteurs de l'université : étudiants, enseignants-chercheurs et personnels administratifs. Cette solution, centrée sur l'étudiant, permettra son suivi, avant, pendant et après ses études.

Principaux objectifs :

- **faciliter les démarches des étudiants ;**
- **améliorer leur suivi pédagogique ;**
- **optimiser les procédures internes ;**
- **accroître la dématérialisation des procédures.**

Faciliter la démarche des étudiants

De nombreuses démarches seront réalisées en ligne. Les inscriptions administratives évidemment, mais aussi les inscriptions pédagogiques, ce qui sera une des nouveautés apportées par *Alisée*. Les étudiants pourront déposer des documents qui devaient jusque-là être envoyés au format papier. Un des objectifs est d'éviter aux étudiants de devoir remettre à chaque rentrée des informations déjà enregistrées ou de fournir plusieurs fois les mêmes documents.

Améliorer le suivi pédagogique

Avec *Alisée*, l'offre de formation de l'université pourra être réalisée directement par les enseignants-chercheurs. Le suivi pédagogique des étudiants sera également facilité. Par exemple, la saisie des notes ou encore le suivi pédagogique des stages sera effectuée dans le système.

Optimiser les procédures internes

Une nouveauté pour les étudiants et les personnels gestionnaires : la mise en place d'un dossier étudiant intégré. Il regroupera toutes les informations administratives et pédagogiques des étudiants (les inscriptions, les notes...) et permettra **l'amélioration du suivi des étudiants**. Aujourd'hui, il y avait environ 40 applicatifs différents pour gérer l'ensemble des données. Tout est regroupé en un seul outil, avec de nouvelles fonctionnalités, inexistantes actuellement. Cela permet une harmonisation des pratiques : autant de nouveautés qui permettront d'améliorer les services aux utilisateurs mais aussi les conditions de travail des personnels.